



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Alors que la loi EL Khomri entre en application FAIRE DE 2017 L'ANNÉE D'UNE RIPOSTE GÉNÉRALE ET DE LUTTES SOCIALES ENFIN VICTORIEUSES !



Philippe POUTOU – Ouvrier
Candidat Anticapitaliste 2017

BULLETIN NPA

10 JANVIER 2017

Dans une interview au *Parisien*, Manuel Valls nous annonce qu'il a changé... « en passant de 1^{er} ministre à candidat à la présidence de la république ». Faux-cul, celui qui avait multiplié les déclarations d'amour aux entreprises a poussé le bouchon jusqu'à rendre hommage, à Liévin, aux « ouvriers [qui] ont tenu une place centrale dans le destin de notre nation ». C'est pourtant bien sa sale politique que le gouvernement de Cazeneuve entend poursuivre jusqu'au bout.

Au 1^{er} janvier, 80% des 127 décrets d'application de la « loi travail » sont parus. Les textes les plus destructeurs du droit du travail sont même sortis en un temps record. Quelle efficacité quand il s'agit de se plier aux quatre volontés du patronat !

Licenciements pour motifs économiques

Une baisse même momentanée du chiffre d'affaires ou des commandes (3 mois consécutifs pour moins de 11 salariés ; 6 mois consécutifs de 11 à 50 salariés ; 9 mois de 50 à 300 salariés et une année complète pour les entreprises de plus de 300) autorise désormais les licenciements économiques .

Chantage à l'emploi

Un accord censé « préserver l'emploi » permettra de flexibiliser encore plus et d'accroître le chantage à l'emploi et la possibilité d'imposer une augmentation de la durée du travail sans augmentation de salaire. Les salariés qui refuseront ces accords seront licenciés selon la procédure d'un licenciement économique, mais sans proposer de mesures de reclassement.

Inversion de la hiérarchie des normes

Appliquée au temps de travail, elle donne la primauté à la négociation – d'entreprise d'abord, de branche ensuite – sur la loi, ouvrant la porte à la fin des 35 heures.

Un accord d'entreprise pourra prévoir jusqu'à 12 heures par jour, permettant aux entreprises abonnées aux « demandes de dérogation à la durée maximale quotidienne de travail » de ne plus demander l'autorisation de l'inspection du travail.

Sur une semaine, seul le maximum de 48 heures est indiqué. Mais un simple accord d'entreprise ou d'établissement pourra autoriser un dépassement de la durée hebdomadaire jusqu'à 46 heures, pendant 12 semaines consécutives.

Réforme de la médecine du travail

Depuis le 1^{er} janvier, la visite d'aptitude à l'embauche est remplacée par une « visite d'information et de prévention » et la visite médicale ne sera plus obligatoire que tous les 5 ans au lieu de 2. Pourtant, l'explosion des risques psychosociaux et des Troubles Musculo Squelettique (TMS) montrent la nécessité d'un suivi médical régulier.

Amplifier les résistances, imposer nos revendications

Pour s'opposer à l'application de toutes ces mesures, il faut que se construisent des résistances, comme celles de ces derniers jours, dans certains magasins Carrefour, contre le travail du dimanche étendu par la loi Macron.

Mais au delà de ces résistances qu'il faut généraliser et faire converger, c'est d'un programme d'ensemble dont nous avons besoin :

- pour interdire les licenciements et réduire le temps de travail. En passant aux 32 heures, sans perte de salaire, on pourrait créer plus de 4 millions d'emplois.

- pour supprimer les aides aux entreprises comme le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), cadeau de 20 milliards par an au patronat. Avec ce montant, on pourrait créer 660 000 emplois dans les services publics, au lieu de les laisser se dégrader !

- pour augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux : la France compte 9 millions de pauvres selon l'INSEE. Il faut imposer un SMIC et des minimas sociaux à 1 700 euros nets.

Voilà ce que défendra Philippe POUTOU, ouvrier chez Ford et candidat du NPA à l'élection présidentielle. Des revendications que nous ne pourrions imposer que par nos luttes.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook

